

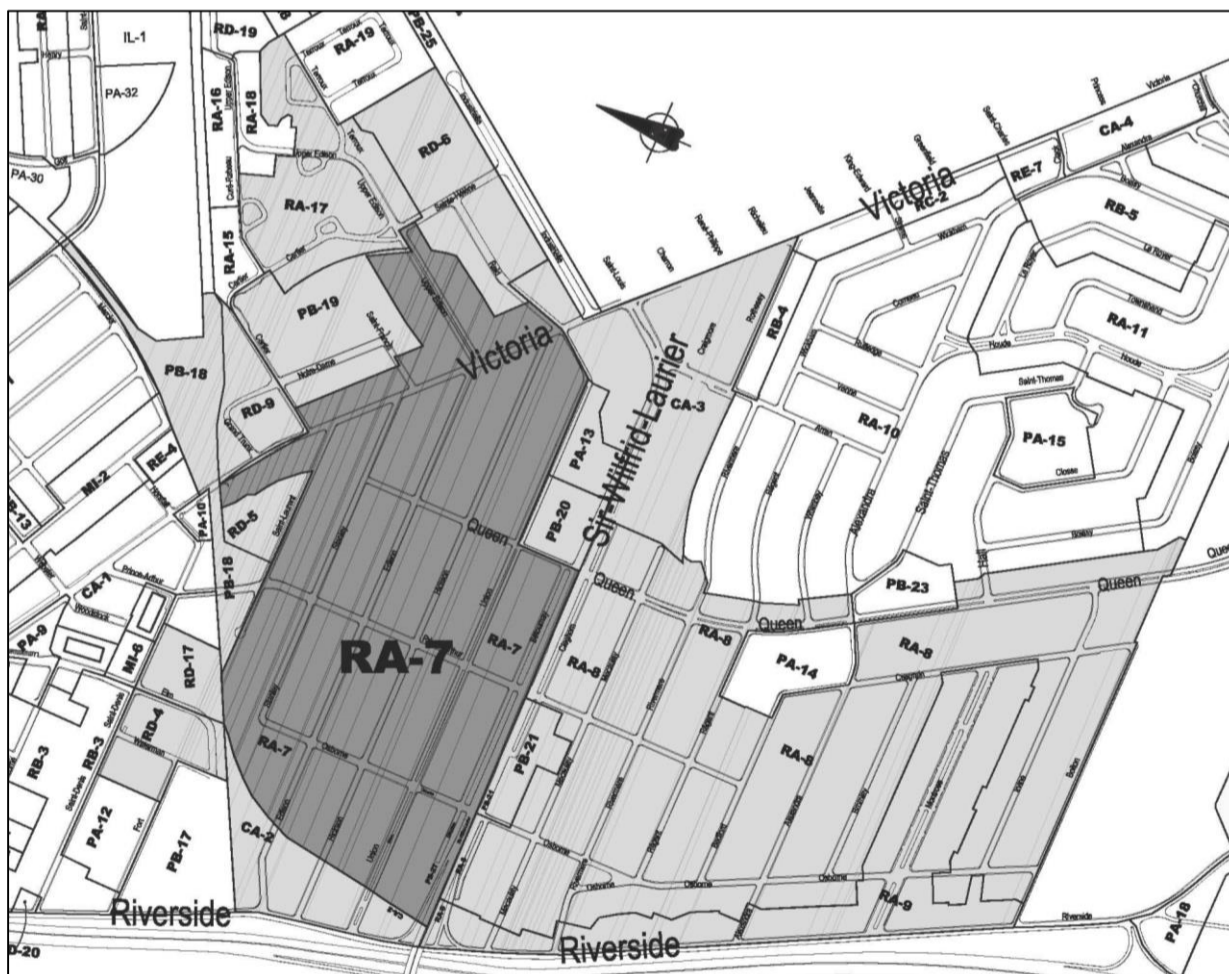


AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE AFIN DE CRÉER LA NOUVELLE ZONE PB-27 À MÊME LA ZONE RA-7 AFIN D'Y AUTORISER DES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS OFFRANT DES SERVICES POUR ENFANTS OU ADULTES VIVANT AVEC UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE OU UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME (2019-43-19P2)

1. Lors de sa séance ordinaire du 18 février 2019, le conseil a, par l'adoption de sa résolution n° 2019-02-040, adopté le *Second projet de règlement modifiant le règlement de zonage afin d'y autoriser des organismes publics ou privés offrant des services pour enfants ou adultes vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (2019-43-19P2)*.
2. Ce second projet de règlement vise à modifier le *Règlement de zonage (2008-43)* afin de créer la nouvelle zone PB-27 à même la zone RA-7 pour y autoriser des organismes publics ou privés qui offrent des services pour enfants ou adultes vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.
3. Ce second projet de règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire, qui peut faire l'objet d'une demande d'approbation référendaire par les personnes intéressées de la zone concernée RA-7 ou de l'une des zones qui sont contiguës à celle-ci, soit les zones CA-3, PA-13, PB-20, RA-8, PB-21, RA-9, CA-2, RD-4, RD-17, PB-18, RD-5, RD-9, PB-19, RA-17 et RD-6.
4. La zone concernée RA-7 et les zones contiguës à celle-ci sont indiquées en gris sur le croquis.



5. Pour être valide, une demande doit remplir les conditions suivantes :
- 1° indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
 - 2° être signée, dans le cas où il y a plus de 21 personnes intéressées de la zone d'où elle provient, par au moins 12 d'entre elles ou, dans le cas contraire, par au moins la majorité d'entre elles;
 - 3° être reçue par la Direction du greffe au plus tard à l'adresse indiquée ci-dessous le **jeudi 7 mars 2019**.
6. Est une personne intéressée d'une zone toute personne qui, en date du 18 février 2019 :
- ➔ est une personne physique;
 - ➔ est majeure;
 - ➔ est de citoyenneté canadienne;
 - ➔ n'est pas en curatelle;
 - ➔ n'a pas été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse au cours des cinq dernières années.
- et est :
- ➔ soit **domiciliée** sur le territoire d'une zone le 18 février 2019 et depuis au moins le 18 août 2018 au Québec;
 - ➔ soit **propriétaire unique d'un immeuble** situé sur le territoire d'une zone depuis au moins le 18 février 2018, à la condition de ne pas avoir déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire de cette zone à titre de personne domiciliée et d'avoir transmis au soussigné une demande d'inscription sur la liste électorale;
 - ➔ soit **occupant unique d'un établissement d'entreprise** situé sur le territoire d'une zone depuis au moins le 18 février 2018, à la condition de ne pas avoir déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire de cette zone à titre de personne domiciliée ou de propriétaire unique d'un immeuble et d'avoir transmis au soussigné une demande d'inscription sur la liste électorale;
- Note : Le propriétaire unique de plusieurs immeubles ou l'occupant unique de plusieurs établissements d'entreprise doit s'inscrire à l'adresse de l'immeuble ou de l'établissement d'entreprise ayant la plus grande valeur foncière ou locative.
- ➔ soit **copropriétaire indivis d'un immeuble** situé sur le territoire d'une zone depuis au moins le 18 février 2018, à la condition de ne pas avoir déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire de cette zone à titre de personne domiciliée, de propriétaire unique d'un immeuble ou d'occupant unique d'un établissement d'entreprise et d'avoir été désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires qui sont des personnes habiles à voter le 18 février 2019 qui doit être transmise au soussigné;
 - ➔ soit **cooccupant d'un établissement d'entreprise** situé sur le territoire d'une zone depuis au moins le 18 février 2018, à la condition de ne pas avoir déjà le droit d'être inscrit sur la liste référendaire de cette zone à titre de personne domiciliée, de propriétaire unique d'un immeuble, d'occupant unique d'un établissement d'entreprise ou de copropriétaire indivis d'un immeuble et d'avoir été désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des cooccupants qui sont des personnes habiles à voter le 18 février 2019 qui doit être transmise au soussigné.
7. Une personne morale exerce ses droits par l'entremise d'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne à cette fin par résolution. La personne ainsi désignée doit, en date du 18 février 2019 :
- ➔ être majeure;
 - ➔ être citoyenneté canadienne;
 - ➔ ne pas être en curatelle;
 - ➔ ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse au cours des cinq dernières années.

8. Les dispositions mentionnées au paragraphe 3 du présent avis qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas été approuvé par les personnes habiles à voter.
9. Ce second projet de règlement peut être consulté à la Direction du greffe dont les bureaux sont situés au 55, avenue Argyle à Saint-Lambert du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30 et le vendredi de 8 h30 à midi ou sur le site Web de la ville à l'adresse suivante : www.saint-lambert.ca.

Donné à Saint-Lambert, le 27 février 2019.

Le greffier,

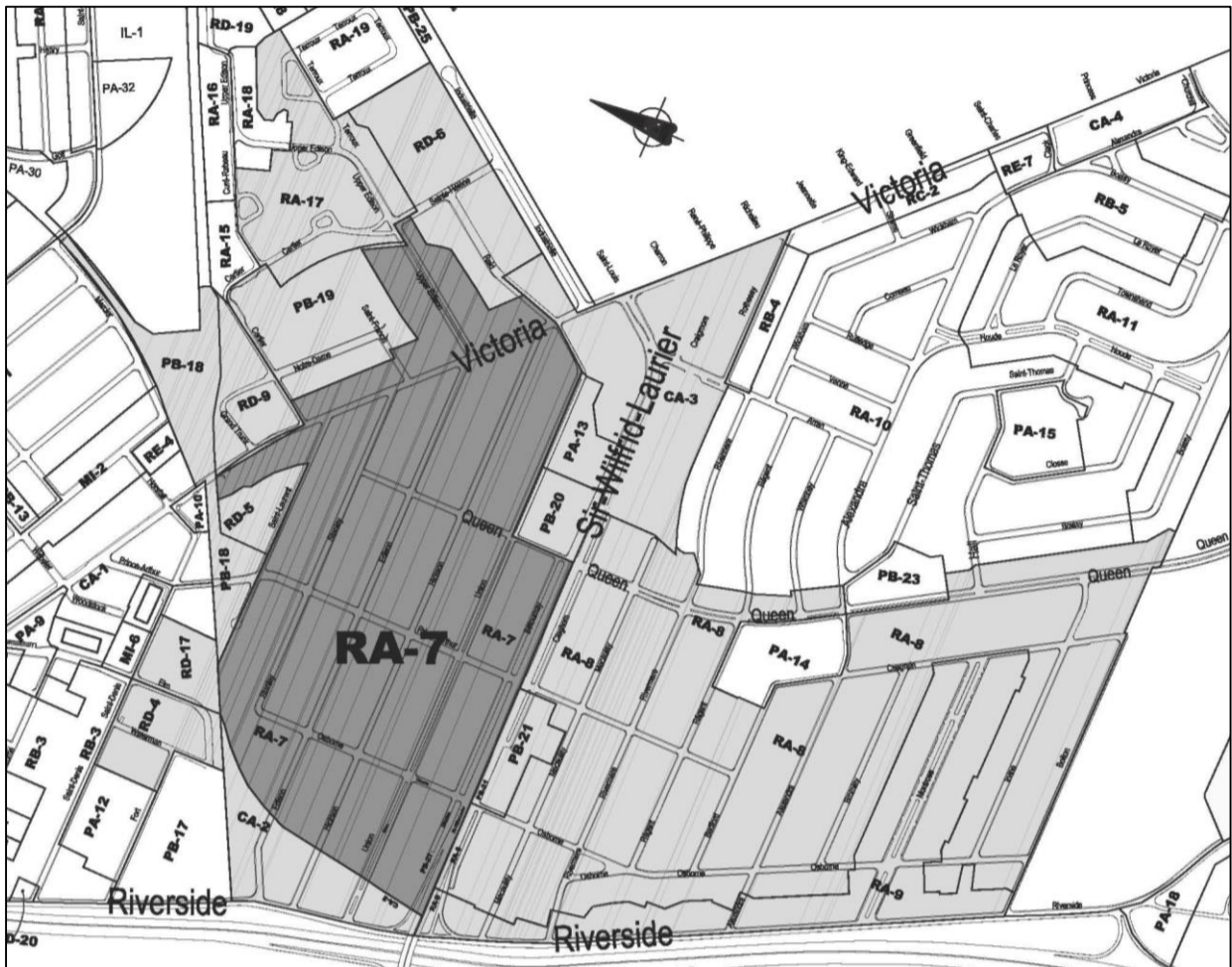
Mario Gerbeau

PUBLIC NOTICE

TO INTERESTED PERSONS ENTITLED TO SIGN AN APPLICATION TO TAKE PART IN A REFERENDUM

SECOND DRAFT BY-LAW MODIFYING THE ZONING BY-LAW TO CREATE THE NEW ZONE PB-27 WITHIN ZONE RA-7 TO AUTHORIZE PUBLIC OR PRIVATE ORGANIZATIONS OFFERING SERVICES FOR CHILDREN OR ADULTS LIVING WITH AN INTELLECTUAL DISABILITY OR AN AUTISM SPECTRUM DISORDER (2019-43-19P2)

1. At the regular meeting of the Ville de Saint-Lambert Municipal Council, held on February 18, 2019, by resolution 2019-02-040, Council adopted the *Second draft by-law amending the Zoning by-law to create the new zone PB-27 within zone RA-7 to authorize public or private organizations offering services for children or adults living with an intellectual disability or an autism spectrum disorder (2019-43-19P2)* [translation].
2. This amending second draft by-law aims to amend the *Zoning by-law (2008-43)* to create the new zone PB-27 within zone RA-7 to authorize public or private organizations that provide services for children or adults living with an intellectual disability or an autism spectrum disorder.
3. This second draft by-law contains provisions making it a by-law subject to approval by way of referendum, that can be the object of an application to take part in a referendum by interested persons from the affected zone RA-7 or from one of the adjoining affected zones, namely zones CA-3, PA-13, PB-20, RA-8, PB-21, RA-9, CA-2, RD-4, RD-17, PB-18, RD-5, RD-9, PB-19, RA-17 and RD-6.
4. The affected zone RA-7 and the adjoining zones are indicated in grey in the illustration.



5. In order to be valid, an application must meet the following conditions:
 - 1° clearly indicate the provision it concerns and the zone from which it originates;
 - 2° be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons in the zone does not exceed 21;
 - 3° be received at the City Clerk's Office, at the address indicated below, no later than **Thursday, March 7, 2019**;

6. A person interested in a zone is a person who, on February 18, 2019:
 - is a natural person;
 - is of full age;
 - is a Canadian citizen;
 - is not under curatorship;
 - has not been convicted, over the last five years, of an offence that is a corrupt electoral practice;

and who has either been:

 - **domiciled** on the territory of a zone since February 18, 2019, and since at least August 18, 2018 in Quebec;
 - the **sole owner of an immovable** located on the territory of a zone since at least February 18, 2018, provided he or she is not already entitled to be entered on the referendum list for this zone in his or her capacity as a domiciled person and has filed an application for entry on the list of electors with the undersigned;
 - the **sole occupant of a business establishment** located on the territory of a zone since at least February 18, 2018, provided he or she is not already entitled to be entered on the referendum list for this zone in his or her capacity as a domiciled person or as the sole owner of an immovable and has filed an application for entry on the list of electors with the undersigned;

Note: The sole owner of several immovables or the sole occupant of several business establishments must be entered at the address of the immovable or the business establishment having the highest property or rental value;

- ➔ the **undivided co-owner of an immovable** located on the territory of a zone since at least February 18, 2018, provided he or she is not already entitled to be entered on the referendum list for this zone in his or her capacity as a domiciled person, as the sole owner of an immovable or as the sole occupant of a business establishment and so designated by means of a power of attorney signed by the majority of the co-owners who are qualified voters on February 18, 2019, which must be submitted to the undersigned; or
 - ➔ the **co-occupant of a business establishment** located on the territory of a zone since at least February 18, 2018, provided he or she is not already entitled to be entered on the referendum list for this zone in his or her capacity as a domiciled person, as the sole owner of an immovable, as the sole occupant of a business establishment or as the undivided co-owner of an immovable and so designated by means of a power of attorney signed by the majority of the co-occupants who are qualified voters on February 18, 2019, which must be submitted to the undersigned.
7. A legal person exercises his or her rights through one of his or her members, directors or employees designated for that purpose by resolution. The designated person must also, on February 18, 2019:
- ➔ be of full age;
 - ➔ be a Canadian citizen;
 - ➔ not be under curatorship;
 - ➔ not have been convicted, over the last five years, of an offence that is a corrupt electoral practice.
8. The provisions mentioned in paragraph 3 of this notice that were not subject to any valid application may be included in a by-law that does not require the approval of qualified voters;
9. This second draft by-law may be consulted at the at the City Clerk's Office, located at 55 Argyle Avenue in Saint-Lambert, from Monday to Thursday, from 8:30 a.m. to noon and from 1 p.m. to 4:30 p.m. and on Friday, from 8:30 to noon or on the City's website at: www.saint-lambert.ca.

Given in Saint-Lambert on February 27, 2019:

Mario Gerbeau
City Clerk